



## **VISIBLE AUJOURD'HUI ET DEMAIN !!**

Ce mardi 17 juin, dans le cadre du mouvement national des SPIP, une vingtaine de professionnel·les de Côte-d'Or se sont rassemblé·es devant le tribunal judiciaire de DIJON, soit une large majorité de notre équipe. À nos côtés : des partenaires de terrain, connaissant notre engagement quotidien, nous ont exprimé leur soutien.

Le mouvement a largement été relayé dans la presse nationale et dans les médias locaux.

Pour rappel, le 6 mai, nous avions agi différemment : siéger en CAP sans prendre la parole, pour dénoncer notre invisibilisation.

Un silence symbolique, qui avait fait beaucoup de bruit.

Cette fois-ci, aucune réaction officielle, sur le plan local comme national. Ni soutien, ni opposition. Nous restons seuls à porter notre voix, alors que c'est bien l'ensemble de la filière insertion et probation qui est menacée, lorsqu'on entend les annonces du Garde des Sceaux.

La probation est une peine à part entière qui exige expertise, éthique et moyens, la seule répression n'étant pas la solution. Nous sommes formé·es pour faire plus que du contrôle : pour accompagner, évaluer, et transformer les facteurs de risque de récidive en facteurs de protection car c'est comme ça que nous luttons contre la récidive. Nous sommes expérimenté·es et engagé·es.

Est-ce que l'officier de probation en fera autant ?

Nous continuons d'exercer nos missions et nous attendons la reconnaissance et la confiance que nous méritons.

Les représentants SNEPAP FSU et CGT IP du SPIP de Côte d'Or